



POUR
DES ACHATS
PUBLICS

BEE

ENGAGÉS

MARDI
28
JUIN
2022



DOSSIER DE PRESSE

COLLOQUE BEE

colloquebee.fr

Un événement
proposé par



Le choix de l'achat juste

UGAP

SOMMAIRE

3

PRÉSENTATION
DU COLLOQUE

4

DES ORGANISATEURS
INVESTIS DANS
LA COMMANDE
PUBLIQUE RESPONSABLE

8

LE PROGRAMME
DE LA JOURNÉE

10

QUI SONT
NOS INTERVENANTS ?

16

NOS PARTENAIRES

Bordeaux, capitale mondiale de l'Economie sociale et solidaire, présente le **mardi 28 juin 2022** le colloque **BEE**, pour **Bordeaux Echanges Européens** : une journée d'échanges privilégiés, en présentiel et en digital, **entre les acteurs européens de l'achat public territorial.**

La **Ville de Bordeaux, Bordeaux Métropole**, la **CCI Bordeaux Gironde** et l'**UGAP**, la centrale d'achat public généraliste française, vous donnent rendez-vous avec des **experts français, finlandais, irlandais, italien, portugais, néerlandais...** pour réfléchir collectivement sur les **achats publics responsables à l'échelle européenne** et leur engagement pour le **développement économique des territoires.**

BB **UNE JOURNÉE
D'ÉCHANGES
PRIVILÉGIÉS,
EN PRÉSENTIEL
ET EN DIGITAL,
ENTRE LES ACTEURS
EUROPÉENS DE
L'ACHAT PUBLIC
TERRITORIAL.** ”



PATRICK SEGUIN
PRÉSIDENT CCI
BORDEAUX GIRONDE

« Les enjeux d'un colloque comme BEE, c'est de faire de l'achat public responsable un facteur de croissance pour les entreprises girondines, de partager de bonnes pratiques pour les accompagner et leur faire gagner des marchés »



PIERRE HURMIC
MAIRE DE BORDEAUX

« La commande publique doit devenir un véritable levier de développement du territoire, de création d'emplois décents et de transition écologique et sociale de notre économie »



EDWARD JOSSA
PRÉSIDENT DE L'UGAP

« BEE est une occasion inédite de faire dialoguer des acteurs engagés pour un achat public responsable à différentes échelles, tant au niveau local pour les collectivités qu'au niveau européen avec des experts renommés qui ont à cœur de partager des expériences riches et concrètes »



ALAIN ANZIANI
PRÉSIDENT DE BORDEAUX
MÉTROPOLE

« Engagée depuis plusieurs années dans une démarche d'achat responsable exemplaire dans tous les domaines, Bordeaux Métropole s'est fixée comme objectif de mieux acheter et développer une commande publique responsable. BEE 2022 sera l'occasion d'échanger sur les nouvelles initiatives des achats publics territoriaux à l'échelle locale, nationale et européenne »

DES ORGANISATEURS INVESTIS

DANS LA COMMANDE PUBLIQUE RESPONSABLE

BORDEAUX MÉTROPOLE ET VILLE DE BORDEAUX

UNE NOUVELLE POLITIQUE D'ACHAT
« INNOVATION ET COMMANDE PUBLIQUE »

Depuis 2016



Par ses enjeux et son poids dans l'économie, la commande publique constitue un levier majeur au service du développement durable. Les collectivités publiques qui concluent des marchés se doivent d'adopter un comportement exemplaire dans ce domaine, afin de provoquer un effet d'entraînement sur l'ensemble des acteurs, en optimisant l'impact social et environnemental de leurs actes d'achat. C'est la raison pour laquelle a été initiée depuis 2016 une nouvelle politique d'achat « Innovation et Commande Publique » conjointement par Bordeaux Métropole, la Ville et le CCAS de Bordeaux qui doit répondre à des enjeux tels que la réduction de l'empreinte carbone de nos achats, l'accès des PME à la commande publique, l'innovation, l'insertion sociale... L'adoption d'un premier schéma de promotion des achats publics socialement et écologiquement responsable dès 2017 a permis de développer de nombreuses actions dans le domaine des achats responsables avec des résultats probants.

Dans le cadre du renouvellement du schéma pour la période 2021-2026, Bordeaux Métropole et la ville de Bordeaux souhaitent mobiliser et amplifier la démarche initiale en s'inscrivant notamment dans la Stratégie Nationale Bas Carbone de l'État (SNBC).

Cette stratégie, introduite par la Loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte (LTECV), est la feuille de route de la France pour lutter contre le changement climatique. Elle donne des orientations pour mettre en œuvre, dans tous les secteurs d'activité, la transition vers une économie bas-carbone, circulaire et durable. Elle définit une trajectoire de réduction des émissions de gaz à effet de serre jusqu'à 2050 et a deux ambitions, à savoir : atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050 et réduire l'empreinte carbone de la consommation des Français. Les décideurs publics, à l'échelle nationale comme territoriale, doivent la prendre en compte.

Dans ce contexte la prise en compte du carbone dans notre commande publique devient un enjeu stratégique et sera expérimentée et déployée progressivement dans les marchés.

Une attention particulière sera aussi portée sur l'évaluation et l'impact des clauses environnementales inscrites dans nos contrats.

Sur le volet social Bordeaux métropole et la ville de Bordeaux au-delà des clauses d'insertion sociales et des marchés réservés déjà largement présent dans leurs contrats, souhaitent mettre en place une veille achat sur les structures de l'économie sociale et solidaire porteuses de services de proximité et/ou d'innovations sociales et environnementales.

Enfin afin d'insuffler une nouvelle dynamique et un ancrage territorial fort, la gouvernance du comité de pilotage du projet « Innovation et Commande Publique » en charge du pilotage et du suivi de ce nouveau SPASER est élargie à plusieurs partenaires : l'association « La French Tech Bordeaux », La Chambre de Commerce et d'Industrie de Bordeaux (CCIB), La Chambre de Métier et de l'Artisanat de la Gironde (CMA33) et La Chambre Régionale de l'Économie Sociale et Solidaire (CRESS) de Nouvelle Aquitaine.



**BORDEAUX MÉTROPOLE
ET LA VILLE DE BORDEAUX
SOUHAITENT MOBILISER
ET AMPLIFIER LA DÉMARCHE
INITIALE EN S'INSCRIVANT
NOTAMMENT DANS LA
STRATÉGIE NATIONALE BAS
CARBONE DE L'ÉTAT (SNBC).**





BORDEAUX MÉTROPOLE C'EST...



BORDEAUX MÉTROPOLE

Bordeaux Métropole est un établissement public de coopération intercommunale (EPCI). Il regroupe 28 communes soit 801 041 habitants en 2018 sur 57 828 hectares.

Bordeaux Métropole intervient dans le quotidien des habitants : transports, logement, aménagement des villes, développement économique et emploi, préservation de la nature, eau, assainissement, déchets, accès au numérique, soutien aux animations culturelles et sportives, aux équipements métropolitains et municipaux (écoles, stades...). Autant d'actions qui placent la qualité et l'accès des services publics métropolitains en tête des priorités pour le territoire.

Pour mettre en cohérence toutes ces compétences autour d'un projet structuré et au service de tous, Bordeaux Métropole impulse des orientations stratégiques et transversales à toutes les politiques publiques mises en place pour répondre à ses ambitions : être une **Métropole de proximité, solidaire et écologique**.



Bordeaux est connue dans le monde entier grâce à son vignoble, sa gastronomie et son art de vivre. Classée au patrimoine de l'Unesco, elle est également reconnue pour son patrimoine historique et contemporain. Aujourd'hui, la Ville s'est engagée dans une démarche grandeur Nature, solidaire, généreuse et créative. L'urgence environnementale impose un nouveau modèle d'urbanisme, succédant aux logiques d'attractivité débridée. Bordeaux inspire, se réinvente chaque jour grâce à ses habitants. Elle se veut résiliente face au dérèglement climatique et aux nombreux défis qu'il provoque. Grâce au déploiement de la Nature en ville et à un dynamisme économique tourné vers ses habitants, Bordeaux respire, autour d'un cadre de vie apaisé et d'un développement maîtrisé.

La Ville accompagne chaque Bordelais à réduire son propre impact environnemental. Pour cela, elle s'efforce de construire les conditions du changement, que ce soit pour les déplacements, l'emploi, le logement, le lien avec la nature ou encore l'accès à d'autres modes de consommation, notamment avec le développement du réemploi. L'objectif est de retrouver une ville apaisée, qui crée du lien, à l'écoute des citoyens, qui invente de nouvelles façons de vivre, pour « faire la ville ensemble ».

CCI BORDEAUX GIRONDE

LA RSE AU CŒUR DE SA POLITIQUE ACHATS



Depuis 2016, la CCI Bordeaux Gironde s'est engagée dans une politique d'achats responsables et en 2022, elle s'est fixée pour objectif de mettre la RSE au cœur de sa politique Achats.

La CCI souhaite ainsi favoriser la performance de ses fournisseurs tant sur le plan économique et environnemental (éviter le gaspillage, réduire l'impact des gaz à effet de serre, utilisation de produits certifiés éco-responsables...), que social et sociétal (respect des salariés, recours à du personnel éloigné de l'emploi, recrutement de personnes en situation de handicap...).

Cette démarche RSE se matérialise dans ses dossiers de consultation et le choix de ses prestataires.

CCI BORDEAUX GIRONDE

Etablissement public piloté par des chefs d'entreprise élus par leurs pairs, la CCI Bordeaux Gironde accompagne la croissance, la compétitivité et la performance des entreprises sur son territoire. C'est aussi un acteur majeur très impliqué dans la formation avec le Campus du Lac ou Kedje BS, et qui encourage la diversification du tissu économique en « investissant » notamment dans des infrastructures, événements, équipements comme la SA Aéroport de Bordeaux Mérignac, Vinexposium, Bordeaux City Bond, Bordeaux Palais de la Bourse, La Coursive...

Dans le cadre de sa mission d'accompagnement, la CCI Bordeaux Gironde conduit depuis plusieurs années « Convergence Marchés », un programme de rencontres, organisé 2 à 3 fois par an, pour faciliter l'accès des TPE/PME de Gironde à la commande publique à travers une mise en relation directe entre acheteurs publics/privés et de potentiels fournisseurs locaux.

EXEMPLE DE MARCHÉS

Liste non exhaustive



ELECTRICITÉ

Achat d'énergie exclusivement renouvelable (eau, vent, soleil) et issue à 100% de producteurs locaux



FOURNITURES BUREAU

Le mémoire technique demande à l'entreprise d'expliquer comment elle sélectionne et propose des produits de remplacement éco responsables, quelle est la part des produits « verts » et éventuellement de produits ESAT dans la liste du marché.



NETTOYAGE LOCAL

Usage exclusif de produits éco-certifiés



PHOTOCOPIEURS

Fourniture de « papier issu de forêts gérées durablement » avec justificatif. Le mémoire technique demande à l'entreprise de préciser les émissions d'ozone, les niveaux sonores et la consommation d'énergie en mode fonctionnement et en veille de chaque appareil.



ENTRETIEN ESPACES VERT DU SITE LIBOURNE

Marché réservé aux entreprises adaptées et ESAT



ROUTAGE

Marché réservé aux entreprises adaptées et ESAT



VÉHICULES DE SERVICE

16 véhicules hybrides non rechargeables achetés en 2021

AGIR POUR LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Depuis de nombreuses années, l'UGAP est un acteur très investi dans la constitution et la commercialisation d'offres de matériels qui, par leur nature même ou par la prise en compte d'exigences particulières, répondent à la nécessité de sauvegarder l'environnement.

Au-delà, et par l'intermédiaire de prestations intellectuelles, l'établissement accompagne désormais les collectivités publiques dans la définition de leur stratégie de transition puis dans la mise en œuvre des mesures visant à réduire leur impact sur l'environnement.

Depuis 2020, l'UGAP commercialise en effet de nombreuses prestations d'audits, de diagnostic et de conseils dans le domaine de l'environnement.

Son engagement se traduit également par le renforcement des dispositifs de soutien au développement de l'économie circulaire et, notamment, par le déploiement progressif d'une offre de produits de seconde main.

PROMOUVOIR L'ACHAT INCLUSIF

L'achat public constitue un fort levier d'insertion sociale et l'UGAP y contribue au travers :

- de l'activation de la clause sociale d'insertion figurant dans ses marchés de services, de manière à favoriser le retour à l'emploi des personnes qui en sont éloignées.

À ce titre, 230 000 heures de travail ont été dévolues à ces personnes en 2020 via les marchés de la centrale d'achat ;

- du développement de son offre dédiée à l'accessibilité des services publics aux personnes en situation de handicap visuel, auditif ou de mobilité ;
- du recours, par les titulaires de ses marchés, aux entreprises de l'économie sociale et solidaire (ESS), ce recours étant fortement encouragé par l'UGAP.



83 %
DES MARCHÉS
comportent une
disposition RSE

FACILITER L'ACCÈS À LA COMMANDE PUBLIQUE DES PME ET PROMOUVOIR UNE RELATION FOURNISSEUR RESPONSABLE

Après avoir mis en place une politique volontariste de facilitation de l'accès des PME à ses marchés, l'UGAP se préoccupe aujourd'hui d'accélérer leur croissance. Via son plan « UGAP Croissance PME » elle renforce ainsi, par des actions ciblées, la visibilité de PME auprès de ses clients et leur permet ainsi de se voir adresser un plus grand nombre de commandes.

Par ailleurs et forte de la reconnaissance, par l'obtention du label « Relation fournisseurs et achats responsables » (RFAR), de la relation loyale, transparente et équilibrée que la centrale d'achat a su instaurer avec ses titulaires de marchés, l'UGAP met en place, avec eux, un projet visant à la formalisation d'objectifs de « sous-traitance responsable ».



78 %
**DE SES
FOURNISSEURS**
sont des PME
et ETI

UGAP

L'UGAP, centrale d'achat public généraliste nationale, est un acteur central de l'achat public dont l'activité globale s'élève désormais à plus de 5,56 milliards d'euros HT en 2021. Elle répond aux besoins de toutes les structures publiques⁽¹⁾ quels que soient leur taille et leur montant de commandes. L'offre de l'UGAP repose sur près de 3 200 marchés attribués selon les règles de la commande publique. Ses clients peuvent accéder⁽²⁾ à plus de 1,4 million de références auprès de ses fournisseurs.

L'UGAP, au travers des achats qu'elle réalise, constitue un vecteur dans le champ de la commande publique. Plus de 78% de ses fournisseurs sont des PME et ETI. 83% des marchés comportent une disposition RSE. L'UGAP a obtenu le label "Relations Fournisseurs et Achats Responsables", décerné par la Médiation des entreprises et le Conseil national des achats.

(1) Ses clients sont les collectivités territoriales, les administrations et les établissements publics de l'Etat, le secteur social et les établissements publics de santé.

(2) Tout acheteur public qui s'adresse à l'UGAP est dispensé de ses obligations de publicité et de mise en concurrence. Les clients de la centrale d'achat peuvent donc accéder immédiatement avec un simple bon de commande à l'ensemble de son offre.

LE PROGRAMME

DE LA JOURNÉE

colloquebee.fr

9^H30

DISCOURS D'OUVERTURE

Introduction du colloque
par les co-organisateurs :

- **Pierre HURMIC**
Maire de Bordeaux
- **Patrick SEGUIN**
Président de la CCI Bordeaux Gironde

9^H40

Le mot de la commission
Européenne :

- **Katharina KNAPTON VIERLICH**
Chef de l'unité Marchés publics,
Direction générale du marché intérieur,
et l'industrie, de l'entrepreneuriat et des PME
(GROW), Commission européenne

10^H

1^{RE} PLÉNIÈRE

**Quelles actions pour
une commande publique
responsable et créatrice
de développement économique
au sein des territoires?**

Élus de collectivités et représentants
de l'État font le tour d'horizon des actions
et grands axes stratégiques pour
une commande publique responsable,
facteur de développement économique
des territoires.

En présence de :

- **Laure BÉDIER**
Directrice des affaires juridiques, ministère
de l'Économie, des finances et de la relance,
France
- **Pierre LE GOFF**
Maire de Guimaëc, référent commande
publique pour l'Association des Maires
de France
- **Thomas LESUEUR**
Commissaire général au développement
durable, ministère de la Transition écologique
et de la Cohésion des territoires
- **Sébastien MARTIN**
Président du Grand Chalon, Président
d'Intercommunalités de France
- **Hervé FOURNIER**
Conseiller métropolitain, délégué
à la commande publique durable, Nantes
Métropole, représentant France urbaine

10^H50

TABLE RONDE N°1

**La commande publique
européenne, état de la question.**

Une analyse des tendances et différences
au sein de l'Europe, appuyée
par des exemples européens en matière
d'innovation avec :

- **François LICHERE**
Professeur agrégé de droit public, Directeur
de la Chaire de droit des contrats publics
Jean-Moulin Lyon 3
- **Ivo LOCATELLI**
Expert senior, chef de l'équipe achats
stratégiques (innovation, achats verts
et sociaux), Commission européenne

11^H40

TABLE RONDE N°2

**Les entreprises et la commande
publique en Europe**

Réflexion autour de l'accompagnement
des entreprises vers la commande publique
en Europe, illustrée par deux exemples,
Italien et Irlandais et le témoignage
de chefs d'entreprise.

Avec la participation de :

- **François LUCAS**
Directeur général Arcade cycles, France
- **Maria GAVIN**
Leader du premier programme irlandais Small
Business Innovation Procurement Research
(SBIR), Enterprise Ireland, Irlande
- **Bertrand WERT**
Services d'accélération des affaires,
fournisseurs d'approvisionnement en
innovation, Conseil européen de l'innovation,
Commission européenne
- **Mauro DRAOLI**
Directeur de l'Innovation, AGID, Italie

12^H30

LE MOT DE CCI FRANCE

- **Alain DI CRESCENZO**
Président de CCI France

12^H40

PAUSE COCKTAIL

13^H45

INTRODUCTION DE L'APRÈS-MIDI

- **Fabienne BUCCIO**
Préfète de la région Nouvelle-Aquitaine

14^H

TABLE RONDE N°3

**Les marchés stratégiques
en Europe : face aux récentes
crises, recentrer certains
marchés industriels ou dits
de « proximité » devient
stratégique à l'échelle
des régions, de la France
ou de l'Europe.**

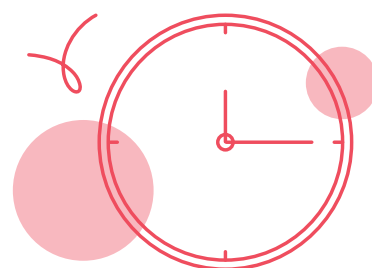
Tour de table de quelques approches
en Europe et au Royaume Uni
en matière d'achats responsables,
avec les interventions de :

- **Valentina SCHIPPERS**
Expert, coordinateur d'Urban Agenda
Partenariat sur les marchés publics innovants
et responsables, Président du Groupe
de travail Eurocities marchés publics,
coordinateur Achats circulaires Région
métropole Amsterdam, Pays-Bas
- **Simon CLEMENT**
Coordonnateur principal, Économie durable
et approvisionnement, ICLEI Europe
- **Sarah LONGLANDS**
Directrice générale, CLES Center for Local
Economic Strategies Manchester
et peripheries, Royaume-Uni
- **Matthieu CAHEN**
Analyste des politiques, OCDE Organisation
de coopération et de développement
économiques Partenariat sur les marchés
publics innovants et responsables, Président
du Groupe de travail Eurocities marchés
publics, coordinateur Achats circulaires
Région métropole Amsterdam, Pays-Bas

14^H40

Le mot de la Région
Nouvelle-Aquitaine

- **Alain ROUSSET**
Président de la Région Nouvelle-Aquitaine



15^H05

TABLE RONDE N°4

Comment mesurer l'engagement responsable de la commande publique ?

Présentation des méthodes et exemples européens pour rendre compte aux citoyens des politiques publiques mises en œuvre :

- **Stéphane SAUSSIER**
Professeur d'économie et de management public, Directeur de la Chaire Economie des Partenariats Public-Privé, IAE, Sorbonne business school, Université Paris 1, France
- **Gonçalo NEGRAO**
Innovation et durabilité, soutien à la gestion, Direction municipale des Finances de la ville de Lisbonne, Portugal

15^H45

LE MOT DE L'UDITE

- **Stéphane PINTRE**
Président de l'UDITE et du SNDGCT France

16^H

TABLE RONDE N°5

Le développement de l'Économie Sociale et Solidaire

Alors que le colloque est organisé à Bordeaux, capitale mondiale de l'ESS pour 4 ans, de 2022 à 2026, quels plans d'actions peuvent être envisagés pour favoriser l'ESS par les achats publics en France et en Europe ?

Éléments de réponse avec :

- **Antoine DÉTOURNÉ**
Délégué général ESS France, Chambre Wde l'économie sociale et solidaire, France
- **Anna LUPI**
Conseiller juridique et responsable des politiques, Commission européenne
- **Stéphane PFEIFFER**
Adjoint au maire de Bordeaux, chargé du service public du logement et du logement, de l'emploi, de l'économie sociale et solidaire et des formes économiques innovantes, Bordeaux, France

16^H45

2^E PLÉNIÈRE

Quel avenir pour les achats publics engagés ?

Prospective sur les évolutions de la commande publique responsable en Europe et son impact sur le développement économique des territoires, avec le grand témoin de BEE :

- **Adina CRISAN-REVOL**
Porte-parole en France de la Commission européenne, Docteure en sciences politiques et enseignante à Sciences PO, diplômée du Collège d'Europe, chercheuse associée au Centre d'études européennes

17^H15

DISCOURS DE CLÔTURE

- **Edward JOSSA**
Président de l'UGAP
- **Alain ANZIANI**
Président de Bordeaux Métropole

17^H30 À 19^H

COCKTAIL AVEC LES ASSOCIATIONS PARTENAIRES

QUI SONT NOS INTERVENANTS ?



ALAIN ANZIANI

Président de Bordeaux Métropole,
France

Avocat de profession, Alain Anziani est élu Conseiller Régional d'Aquitaine (1992-2008) puis Vice-Président de la Région Aquitaine (1998-2008), et devient Sénateur de la Gironde en 2008 jusqu'en 2017.

Maire de Mérignac depuis 2014, il a été réélu aux élections municipales de 2020 et élu Président de Bordeaux Métropole en juillet 2020.



LAURE BÉDIER

Directrice des affaires juridiques des
ministères économiques et financiers

Laure Bédier est directrice des affaires juridiques des ministères économiques et financiers depuis 2017.

Auparavant, elle était directrice des affaires juridiques de l'AP-HP de 2011 à 2017 et maître des requêtes au Conseil d'Etat de 2007 à 2011.

Elle a également exercé comme directrice adjointe de cabinet au ministère de la Justice (2005-2007) et administratrice à l'Assemblée nationale (1987-2005).



MATTHIEU CAHEN

analyste de politiques sénior au
sein de la Division de l'Infrastructure
et de la Commande Publique de la
Direction de la Gouvernance Publique
à l'OCDE.

Matthieu CAHEN travaille étroitement avec les autorités publiques des pays de l'OCDE, notamment sur l'implémentation d'une approche plus stratégique de la commande publique avec de nombreuses régions européennes, sur les liens entre commande publique centralisée, productivité et objectifs de politiques publiques avec la Finlande, le Chili, la Nouvelle Zélande et récemment l'Irlande. Matthieu soutient également le Groupe de travail des experts de la commande publique rassemblant l'ensemble des 38 pays membres de l'OCDE. Il a été auparavant responsable des achats de l'OCDE, activité dans laquelle il a pu promouvoir les achats publics comme vecteur de performance. M. Cahen a travaillé au sein du cabinet d'avocats Gide-Loyrette-Nouel et est titulaire d'un Master en négociations internationales de l'Institut des Hautes Études Internationales et du Développement à Genève en Suisse et d'un Master en droit de l'Université Panthéon-Assas à Paris.



SIMON CLÉMENT

Coordonnateur principal, Économie
durable et approvisionnement,
ICLEI Europe

Simon Clément dirige les activités d'ICLEI Europe dans le domaine de l'économie circulaire.

Fort de 20 ans d'expérience au sein de l'équipe Économie et marchés publics durables d'ICLEI, il a coordonné de nombreux projets et initiatives européens dans les domaines des marchés publics durables et innovants, de l'économie circulaire et des villes intelligentes.

Il coordonne actuellement l'initiative Big Buyers for Climate and Environment, pour le compte de la Commission européenne (DG GROW), qui vise à encourager la collaboration stratégique entre les acheteurs publics européens pour aider à stimuler le développement du marché des produits et services innovants et durables.

BB

Le colloque BEE, c'est avant
tout un retour d'expérience
sur l'achat responsable et
son impact sur le développement
des territoires.

Laure Bédier

BB



ADINA CRISAN-REVOL

Porte-parole en France de la Commission européenne, Docteure en sciences politiques et enseignante à Sciences Po, diplômée du Collège d'Europe, chercheuse associée au Centre d'études européennes

Docteur en sciences politiques (Sciences Po Paris), diplômée du Collège d'Europe et de l'Université Paris-Sorbonne, Adina Revol possède une solide expérience des questions européennes.

Représentante de la Commission européenne en France sur les questions économiques depuis 2018, membre de la task-force sur le Plan de relance européen, elle a également activement participé à la mise en œuvre du Pacte vert à la Direction générale de l'énergie de la Commission européenne.

Adina Revolaime transmettre sa passion pour le projet européen, passion qui lui vient de son enfance de l'autre côté du Rideau de Fer. Elle s'y engage au quotidien en enseignant les questions européennes au sein d'universités françaises et de Sciences Po Paris et par ses interventions régulières sur le terrain en France.



Ce que BEE va démontrer, c'est que l'achat public responsable est stratégique pour dynamiser les territoires partout en Europe.

Adina Crisan-Revol



ANTOINE DÉTOURNÉ

Délégué général ESS France, Chambre de l'économie sociale et solidaire

Délégué général d'ESS France depuis le début de l'année 2021, Antoine Détourné a auparavant été directeur adjoint en charge de l'innovation au sein de Pas-de-Calais Actif (réseau France Active) et délégué général de la CRESS HDF. Il est diplômé de l'IEP de Paris et de Skema Business School.



ALAIN DI CRESCENZO,

Président de CCI France, France

Chef d'entreprise, Alain Di Crescenzo est un fervent défenseur de l'entrepreneuriat. Son expérience professionnelle, faite de défis et de challenges dans le domaine de l'innovation, fait de lui un dirigeant fédérateur, offensif, battant, impliqué dans le développement de son entreprise et de son territoire l'Occitanie et très au fait de l'écosystème entrepreneurial français.

C'est en bénéficiant de l'accompagnement de sa CCI qu'il perçoit très tôt l'efficacité et l'importance de ces structures qui sont au plus près des territoires et des préoccupations des chefs d'entreprise. L'accompagnement dont il a bénéficié tout au long du développement de son entreprise, a été le moteur de son investissement au sein du réseau des CCI.

Déjà 1^{er} vice-président de CCI France sous la précédente mandature, Alain Di Crescenzo en est devenu le Président le 25 janvier 2022.



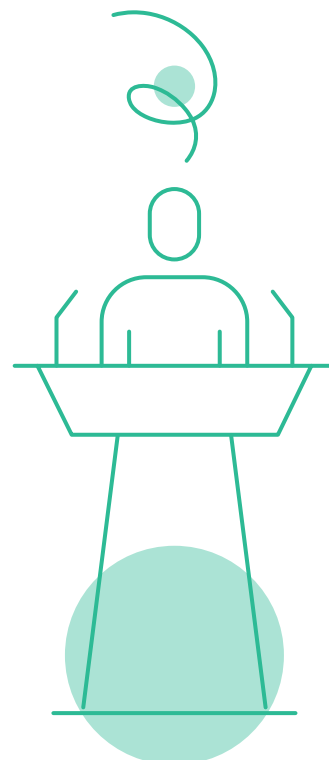
MAURO DRAOLI

Directeur de l'innovation, AGID, Italie

Mauro Draoli est responsable de l'unité des achats innovants à l'Agence pour l'Italie numérique.

Ingénieur électronique de formation, avant de rejoindre l'AgID, il a été chercheur et professeur d'organisation des systèmes d'information et de gouvernance numérique.

Il est actuellement responsable du premier courtier national en marchés publics d'innovation ouverts, Appaltinnovativi.gov, et il contribue au principal programme gouvernemental de marchés publics d'innovation italien, Smarter Italy.





HERVÉ FOURNIER

Conseiller métropolitain, délégué à la commande publique durable, Nantes Métropole, représentant France urbaine

Délégué à la commande publique durable, il met en œuvre le Schéma de Promotion des Achats Responsables autour des grands engagements des deux collectivités notamment la santé environnementale, la justice sociale, la lutte contre les discriminations et les transitions appliquées aux modèles économiques.



Un an après la Loi Climat et Résilience et suite à la nouvelle génération de SPASER des collectivités, ces rencontres sont un moment important pour échanger sur les freins et leviers de notre commande publique : outil contributif à la transformation de nos systèmes économiques et sociaux, accélérateur des mutations environnementales notamment agricoles, les marchés publics incarnent l'innovation à l'œuvre dans la vie publique locale.

Hervé Fournier



PIERRE HURMIC **Maire de Bordeaux**

Diplômé de Sciences Po Bordeaux, Pierre Hurmic est avocat. Après des engagements associatifs ("Action contre la faim", "TransCUB") et syndicaux (président départemental du Syndicat des avocats de France), il est devenu le 3 juillet 2020 le premier Maire écologiste de Bordeaux.



EDWARD JOSSA **Président-Directeur général de l'UGAP**

Edward Jossa, ancien élève de l'ENA, est depuis 2016, président-directeur général de l'UGAP. Il a occupé préalablement les fonctions de directeur de l'administration générale de l'équipement au sein du ministère de la Justice, de directeur général des collectivités locales au ministère de l'Intérieur, et de président-directeur général de l'Agence de Services et de Paiement.



KATHARINA KLAPTON-VIERLICH

Chef de l'unité Marchés publics, Direction générale du marché intérieur, de l'industrie, de l'entrepreneuriat et des PME (GROW), Commission européenne



BEE est une source d'inspiration pour faire passer la politique européenne des marchés publics à un niveau supérieur : vers plus de durabilité, d'innovation et de responsabilité sociale.

Katharina Klapton-Vierlich





THOMAS LESUEUR

Commissaire général et Délégué interministériel au développement durable

Nommé le 30 avril 2019 en qualité de Commissaire général et Délégué interministériel au développement durable, Thomas Lesueur est Conseiller Maître à la Cour des comptes.

Au cours de sa carrière, il a notamment exercé la fonction d'adjoint au directeur des services judiciaires, au ministère de la justice, de 2013 à 2017.

Il a ensuite été directeur de cabinet adjoint du ministre d'État, ministre de la Transition écologique et solidaire de 2017 à 2019.



FRANÇOIS LICHÈRE

Professeur agrégé de droit public, Directeur de la Chaire de droit des contrats publics, Université Jean Moulin Lyon 3

François Lichère est professeur agrégé de droit public à l'université Jean Moulin Lyon 3 et consultant. Il est l'auteur de plus de 100 ouvrages et articles en droit des contrats publics, en français et en anglais.

Membre du cercle d'experts en droit de la commande publique du Ministère de l'Économie et des Finances, il dirige la chaire de Droit des contrats publics de l'Université Jean Moulin Lyon 3.



IVO LOCATELLI

Expert senior à la Commission européenne, chef d'équipe achats stratégiques (innovation, achats verts et sociaux)

Diplômé de l'université de Rome, Ivo Locatelli a rejoint la Commission européenne en 1991, participant notamment à la libéralisation du secteur des télécommunications.

C'est en 2012 qu'il passe à la DG GROW (marché intérieur, industrie, entrepreneuriat et PME) pour contribuer à façonner la politique et les initiatives dans les domaines des marchés publics coopératifs et innovants.

Il a également lancé le projet Big Buyers, qui encourage la collaboration entre les grands acheteurs publics dans la mise en œuvre des marchés publics afin de tirer parti de solutions innovantes et durables.



Le colloque BEE a pour objectif de faire prendre conscience de l'importance des achats innovants et durables. C'est une opportunité de créer de l'engagement sur ce thème.

Ivo Locatelli





SARAH LONGLANDS

Directrice générale CLES Center for Local Economic Strategies Manchester et peripheries, Royaume-Uni

Sarah Longlands est experte en développement économique régional et local et plaide pour la justice économique et sociale et la création de lieux qui permettent le mieux-vivre.

Avant de rejoindre le CLES en 2021, Sarah était directrice d'IPPR North, le groupe de réflexion dédié au nord de l'Angleterre.

Elle a travaillé pour le CLES jusqu'en 2011 et a commencé sa carrière dans le gouvernement local, travaillant dans le comté de Durham et le Yorkshire du Nord.

Elle est titulaire d'un doctorat en études urbaines de l'Université de Glasgow.



FRANÇOIS LUCAS

Directeur général Arcade cycles, France

Doté d'une double formation d'ingénieur à Centrale Paris et d'un MBA à Stanford, François Lucas a travaillé pendant 30 ans dans des grands groupes dont 20 en occupant des fonctions de direction générale : groupes Bolloré, Geodis, Vivendi, par exemple.

C'est en 2010 qu'il reprend la PMI Arcade Cycles, entreprise de conception et d'assemblage de cycles à La Roche-sur-Yon. En 2022, le chiffre d'affaires s'est élevé à près de 40M€, soit multiplié par 4 depuis 2010, et emploie 150 équivalent temps plein dont plus de 130 salariés, avec une flotte de 60 000 vélos dont la moitié sont des Vélos à Assistance Electrique. Son fils Frédéric reprendra la direction de l'entreprise en septembre 2022.



ANNA LUPI

Conseillère juridique et responsable des politiques, Commission européenne

Anna Lupi travaille est conseillère juridique et responsable des politiques des marchés publics à la Commission européenne depuis 7 ans.

Elle coordonne les initiatives de sensibilisation et de diffusion en matière de marchés publics durables et la création d'outils de soutien pour les acheteurs publics.

Elle a également collaboré avec un certain nombre d'États membres de l'Union Européenne en tant que desk officer.

Avant de rejoindre la Commission, elle a travaillé à Bruxelles sur des questions liées au marché intérieur de l'UE et aux droits fondamentaux.

Elle est titulaire d'un diplôme de droit de l'université de Pise et d'un master en droit international public de l'université George Washington.



SÉBASTIEN MARTIN

Président du Grand Chalons, Président d'Intercommunalités de France, France

Diplômé de l'Institut d'études politiques de Grenoble et DESS de Communication Politique et Sociale à l'Université Panthéon Sorbonne, Sébastien Martin est élu Président de la Communauté d'agglomération du Grand Chalons en avril 2014, puis 1^{er} Vice-président du Conseil départemental de Saône-et-Loire en 2015 et est Président d'Intercommunalités de France depuis le 5 novembre 2020.



GONÇALO NEGROAO

Conseiller en innovation et durabilité, Direction des finances municipales de la ville de Lisbonne, Portugal

Conseiller en matière d'innovation et de durabilité des marchés publics à la municipalité de Lisbonne, il possède une expérience des marchés publics depuis 1999 dans le secteur de l'énergie.

En 2003, il a dirigé la stratégie de passation de marchés en ligne au sein du gouvernement portugais.

Depuis 2006, en tant que consultant, il a dirigé des projets internationaux de stratégie d'achat et d'innovation ouverte. Il est également professeur à la Porto Business School.



STÉPHANE PFEIFFER

Adjoint au Maire de Bordeaux, en charge du logement, de l'emploi, de l'ESS et des formes économiques innovantes

Originaire de Bordeaux, il étudie à Sciences Po Toulouse, puis à la faculté Paris X Nanterre, où il obtient un master 2 de droit public.

Un temps attaché parlementaire, il travaille ensuite dans le secteur de l'ESS, sur les Sociétés coopératives d'intérêt collectif, puis sur les questions liées à l'emploi partagé.



STÉPHANE PINTRE

Président de l'UDITE et du SNDGCT France

Administrateur Territorial Général, Stéphane PINTRE est Directeur Général des Services de la Ville d'Antibes-Juan-les-Pins et de la Communauté d'Agglomération de Sophia-Antipolis dans les Alpes-Maritimes.

Il est Président du Syndicat National des Directeurs Généraux des Collectivités Territoriales de France depuis 2006 et assure depuis le 1er janvier 2022, la présidence de l'UDITE (Union des Dirigeants Territoriaux de l'Europe), organisation d'associations professionnelles des directeurs généraux représentant les collectivités territoriales européennes, dont le but est de stimuler l'échange d'informations, le partage d'expériences, d'aider à améliorer la fonction des autorités locales et contribuer à l'union européenne.



STÉPHANE SAUSSIER

Professeur d'économie et de management public, Directeur de la Chaire Economie des partenariats public-privé, IAE, Sorbonne Business School, Université Paris 1

Stéphane Saussier est professeur à l'IAE Paris-Sorbonne où il dirige la chaire sur l'économie des partenariats public-privé. Spécialiste de la commande publique.

Il a publié plusieurs ouvrages ainsi qu'une cinquantaine d'articles et il est régulièrement mobilisé pour des rapports d'expertise (CAE, OCDE, Parlement Européen, Nations-Unies, ...).



PATRICK SEGUIN

Président de la CCI Bordeaux Gironde

Patrick Seguin entre dans la vie active dès ses 16 ans, intégrant ainsi l'entreprise familiale précipitamment.

Il rejoint l'entreprise de Travaux Publics Jean Lefebvre en 1972 à Angoulême et assure toutes les fonctions du métier partout en France et à l'étranger.

C'est à 28 ans qu'il reprend sa 1^{re} entreprise et sera plus tard à la tête de la SOC (20 millions d'euros de CA et 130 salariés), qu'il cédera en 2008.

Il est aujourd'hui Président de GREEASE, PME innovante de 20 personnes dans la gestion des risques sanitaires (air et eau) des ERP. Patrick Seguin a été réélu président de la CCI Bordeaux Gironde fin 2021 pour un mandat de 5 ans.

Passionné de sport automobile (vainqueur du Dakar en 2016) et de pêche en surf-casting, il est également très impliqué dans la vie associative humanitaire (Mécénat-Chirurgie-Cardiaque).



BERTRAND WERT

Responsable de l'innovation, marchés publics de l'innovation, Commission européenne

Bertrand Wert travaille pour la Commission européenne depuis 2009, et pour le Conseil Européen de l'Innovation CEI/EIC, qui est hébergé par l'Agence exécutive pour les PME, EISMEA, depuis février 2015.

Il travaille actuellement pour le «Conseil européen de l'innovation, Accélérateur», et les «Business Acceleration Services», où il est chargé de soutenir les PME innovantes membres de l'Accélérateur pour accéder aux acheteurs publics et privés d'innovation. Il est un expert des politiques d'innovation axées sur la demande.

Auparavant, Bertrand Wert a travaillé de 2009 à 2015 pour la Direction générale GROW de la Commission européenne, en tant que responsable des politiques d'innovation. Parallèlement, il a géré plusieurs réseaux de marchés publics ou «groupes d'acheteurs» d'innovation.

Il est titulaire d'un doctorat en sciences politiques (Université Paris-Dauphine, France), d'une maîtrise en sciences politiques - relations internationales (Université du Québec à Montréal, UQAM, Canada), et d'une maîtrise en sciences politiques - études européennes (Université Libre de Bruxelles, ULB, Belgique).

Il a des responsabilités politiques locales, en tant qu'élu au Conseil Communal de la commune d'Ixelles (Belgique) depuis 2012 et comme Conseiller des citoyens français-es vivant en Belgique.

CONTACTS PRESSE

Mairie de Bordeaux

Nicolas CORNE
n.corne@mairie-bordeaux.fr
05 56 10 21 73 & 10 20 46

Bordeaux Métropole

Virginie BOUGANT
vi.bougant@bordeaux-metropole.fr
06 27 52 48 69

CCI Bordeaux Gironde

Philippe GARCIA
pgarcia@bordeauxgironde.cci.fr
05 56 79 52 48 / 06 20 63 53 83

UGAP

Fabienne BERNARD
fbernard@ugap.fr
06 08 01 66 72

colloquebee.fr



NOS PARTENAIRES